



Déclaration de TLP-Burundi : " Risque d'embrasement régional, la crise sécuritaire et humanitaire aux frontières du Burundi"

18 décembre 2025

1. La région des Grands Lacs traverse une phase de grande instabilité qui fait peser une menace sérieuse sur la paix et la sécurité régionales. L'intensification des combats dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier dans la province du Sud-Kivu, ne peut plus être considérée comme une crise confinée à l'intérieur des frontières congolaises. Elle s'inscrit désormais dans une dynamique régionale dangereuse, marquée par la multiplication des acteurs armés et la résurgence de discours belliqueux et identitaires aux conséquences potentiellement dévastatrices pour l'ensemble de la région.

La guerre à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier au Sud-Kivu, ouvre une phase extrêmement dangereuse susceptible de faire basculer une crise initialement locale vers un conflit régional de grande ampleur. L'avancée de l'AFC/M23, combinée à l'engagement militaire direct de l'armée burundaise aux côtés des forces congolaises, expose gravement le Burundi à des risques sécuritaires, humanitaires et économiques majeurs. Cette implication militaire, loin de renforcer la stabilité, accroît la probabilité de représailles, favorise le débordement du conflit sur le territoire burundais et fragilise davantage un pays déjà affaibli, au détriment de la sécurité des populations civiles et de la cohésion régionale.

La région des Grands Lacs, déjà fragilisée par des décennies de conflits, de rivalités politiques et de manipulations identitaires, est aujourd'hui au bord d'un embrasement généralisé. Les développements récents indiquent un basculement dangereux, où les frontières nationales deviennent poreuses aux groupes armés, aux discours belliqueux et aux idéologies extrémistes, avec des conséquences directes pour les populations civiles.

2. Les propos répétés et ouvertement belliqueux du Chef de l'État burundais Evariste Ndayishimiye à l'encontre du Rwanda constituent un facteur majeur d'escalade¹. En affirmant publiquement que le Burundi pourrait lancer une offensive militaire en direction de Kigali si certaines villes congolaises tombaient aux mains du M23, les autorités burundaises rompent avec une posture diplomatique prudente et alimentent un climat de confrontation régionale.

Ces déclarations, largement relayées, renforcent la peur au sein de la population burundaise et aggravent les tensions diplomatiques déjà profondes entre Gitega et Kigali. Elles font peser un risque réel de confrontation directe entre États, dans un contexte où toute étincelle pourrait provoquer un conflit aux conséquences régionales incontrôlables.

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=oWz7GwKBDFY>

3. Il se remarque une cristallisation sécuritaire aux frontières burundo-rwandaïses. Cette rhétorique s'est rapidement traduite sur le terrain par un renforcement militaire massif le long de la frontière burundo-rwandaïse². Le déploiement de forces armées, d'unités lourdement équipées et de milices affiliées au parti au pouvoir a transformé plusieurs zones frontalières en espaces hautement militarisés.
Cette militarisation croissante, couplée à des patrouilles intensives et à une surveillance permanente, crée une situation de tension extrême où chaque mouvement est perçu comme une menace potentielle. Le risque d'incident frontalier, même mineur, est élevé et pourrait servir de prétexte à une escalade militaire plus large.
4. Dans les provinces frontalières, la population vit dans une angoisse constante. Les témoignages font état de nuits sans sommeil, de déplacements anticipés et d'une peur généralisée d'un conflit imminent. Le quotidien est profondément bouleversé : les activités économiques ralentissent, les déplacements sont limités et un couvre-feu de facto s'installe dans plusieurs localités.
Cette situation rappelle aux Burundais les traumatismes des conflits passés, ravivant des réflexes de survie et de fuite. Une population déjà fragilisée par la pauvreté et l'instabilité politique se retrouve ainsi prise en étau entre la peur de la guerre et l'absence de mécanismes de protection efficaces.
5. La frontière burundo-congolaise est aujourd'hui débordée par un afflux massif de civils fuyant les combats, mais aussi par l'entrée de combattants armés ou récemment désarmés. Parmi eux figurent des éléments des FARDC, des groupes Wazalendo et des FDLR, dont certains sont porteurs d'une idéologie génocidaire notoirement dangereuse.
La présence de ces forces négatives sur le sol burundais représente une menace grave pour la sécurité nationale et régionale. Elle augmente les risques d'infiltration, de reconstitution de groupes armés, de trafics d'armes et de violences contre les civils, dans un pays qui ne dispose ni des moyens logistiques ni des capacités institutionnelles suffisantes pour gérer une telle situation.
6. Le Burundi fait face à une crise humanitaire majeure sans disposer des ressources financières nécessaires pour y répondre adéquatement. Les structures d'accueil sont saturées, l'assistance humanitaire est insuffisante et la coordination entre les acteurs reste limitée.
Faute de moyens, la gestion des réfugiés et déplacés congolais se fait dans des conditions précaires, exposant les populations à des risques sanitaires, alimentaires et sécuritaires. Les communautés hôtes, elles-mêmes vulnérables, voient leurs ressources s'amenuiser, ce qui accroît les tensions sociales et les risques de conflits locaux.

² <https://www.sosmediasburundi.org/2025/12/12/burundi-rwanda-montee-des-tensions-militaires-a-la-frontiere-la-population-de-butanyerera-vit-dans-la-peur/>



7. Sur le plan économique, le Burundi subit une asphyxie sans précédent. La paralysie du commerce transfrontalier avec la RDC, notamment via des postes stratégiques comme Gatumba, affecte directement l'approvisionnement en produits essentiels, dont le carburant et les denrées alimentaires.
8. La chute des exportations burundaises, combinée à la hausse des prix des produits importés, aggrave la crise du coût de la vie. Dans un pays déjà confronté à une inflation élevée et à des pénuries chroniques, cette situation menace la survie économique de milliers de ménages.

En définitive, la crise actuelle en RDC ne peut plus être considérée comme un conflit extérieur au Burundi. Elle constitue désormais une menace directe et multidimensionnelle : sécuritaire, humanitaire, économique et politique. L'entrée de forces armées porteuses d'idéologies extrémistes, la militarisation des frontières et l'absence de moyens pour gérer l'afflux de réfugiés créent les conditions d'un embrasement régional majeur.

TLP-Burundi appelle les autorités burundaises à privilégier la désescalade, le dialogue diplomatique et la protection des civils.

Nous exhortons la communauté internationale et les organisations régionales à agir de manière urgente pour prévenir une catastrophe régionale annoncée, renforcer l'assistance humanitaire et soutenir des solutions politiques durables à la crise dans l'Est de la RDC.

Coordination TLP-Burundi